Le SPD – victime de ses contradictions ?

Brigitte Lestrade

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/1412>

DOI : 10.4000/allemande.1412

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

Pagination : 185-199

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Brigitte Lestrade, « Le SPD – victime de ses contradictions ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 46-1 | 2014, mis en ligne le 29 juillet 2019, consulté le 19 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/1412> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.1412>

Le SPD – victime de ses contradictions ?

■ Brigitte Lestrade*

Le parti social-démocrate d'Allemagne est une institution vénérable. Avec 150 ans d'âge, le SPD est le plus ancien parti d'Allemagne. C'est le 23 mai 1863 que Ferdinand Lassalle a fondé à Leipzig le *Allgemeine Deutsche Arbeiterverein*, qui a donné naissance au SPD. Cet événement a été fêté en grande pompe à Leipzig, le 23 mai 2013, en présence de la chancelière Angela Merkel et du Président français François Hollande qui ont souligné les grands mérites du parti et le rôle important que les sociaux-démocrates ont joué dans l'histoire allemande. Si le président du SPD, Sigmar Gabriel, a rappelé que son parti a toujours, au cours de son histoire mouvementée, soutenu les droits de l'homme, F. Hollande, sous des applaudissements nourris, a loué la conversion du SPD au réalisme lors du programme de Bad Godesberg et les réformes Hartz de Gerhard Schröder. Or, en dépit de cette longue histoire politique, le SPD n'a été au pouvoir que pendant 20 ans, de 1969 à 1982 avec les chanceliers Willy Brandt et Helmut Schmidt, ainsi que de 1998 à 2005 avec le chancelier Gerhard Schröder. Comment expliquer ce paradoxe que le SPD gagne le respect des électeurs, mais pas le pouvoir ? Qu'il défende des idées qui sont majoritaires dans la population, mais qui ne percent pas lors des élections ? Celles de 2013 ont à nouveau vu une défaite sévère des sociaux-démocrates, en dépit d'un contexte socio-économique qui aurait dû leur être favorable. L'examen de leurs positions, tant pendant la période d'opposition 2009-2013 que lors de la campagne électorale, permettra peut-être d'y voir un peu plus clair.

Le SPD dans l'opposition

Afin de comprendre la situation des sociaux-démocrates avant les élections de 2013, il est nécessaire de se pencher sur celles de 2009 qui ont vu la pire défaite que le SPD ait connue depuis la fin de la guerre. Les éléments qui ont contribué à cette déroute permettent de jeter la lumière sur son incapacité à se reconstruire depuis cette date et

* Professeur de civilisation allemande à l'Université de Cergy-Pontoise.

de constituer une opposition crédible et efficace au gouvernement en place afin d'offrir aux électeurs une alternative pour 2013.

Les élections au Bundestag de 2009: la pire défaite du SPD depuis 1949

Les résultats électoraux des sociaux-démocrates restent une énigme pour bon nombre de commentateurs politiques. Avec 23 % des votes seulement en 2009, ils ont perdu plus de 5 millions de voix par rapport aux élections de 2005, dont 1,1 million qui se sont portées sur *Die Linke* et 1,4 million sur les chrétiens-démocrates et les libéraux; de plus, 3 millions d'anciens électeurs du SPD se sont abstenus. Et ce dans un contexte politique qui aurait dû en théorie leur être favorable: à l'automne 2009, l'Allemagne se trouve dans la pire crise économique et financière que le pays ait connue depuis la fondation de la République fédérale. La confiance dans l'économie de marché et les vertus de la dérégulation étant fortement ébranlée, l'appel pour un État fort tel que le SPD le représente devrait aller de soi, d'autant plus que le gouvernement de l'époque, la grande coalition CDU/SPD, avait permis au candidat à la chancellerie en 2013, Peer Steinbrück, ministre des Finances de l'époque, de faire preuve d'un savoir-faire unanimement apprécié dans la tourmente des marchés financiers. Or, c'est un gouvernement CDU/FDP qui est élu, dont les libéraux, la composante la plus à droite de la nouvelle coalition, obtiennent, avec 14 % des voix, le meilleur résultat de leur histoire. Cette issue, que personne n'a su prévoir dans son ampleur, a agité depuis les esprits dans les milieux de gauche, car, s'ils ne parvenaient pas à l'analyser correctement et y trouver la parade, les facteurs ayant conduit à ce résultat désastreux pour eux continueraient à peser dans les élections de 2013.

Le premier élément cité par les commentateurs politiques est un reproche de taille, à savoir que les sociaux-démocrates, lorsqu'ils étaient au pouvoir entre 1998 et 2005, n'ont pas mené une politique de gauche. Ils en veulent pour preuve l'introduction des lois Hartz, destinées à combattre le chômage⁽¹⁾, et la retraite à 67 ans. Cet élément de réponse ne paraît pas suffisant aux yeux des sociaux-démocrates, même s'ils admettent que les réformes incriminées ont dû leur faire perdre bon nombre de voix parmi leurs électeurs habituels. Ils expliquent cette déperdition par le comportement contradictoire des responsables du parti lui-même. Dans un premier temps, ils n'ont pas suffisamment su expliquer la nécessité des réformes dans un contexte de chômage élevé – à l'époque, l'Allemagne était considérée comme « l'homme malade de l'Europe », ce qu'on a du mal à s'imaginer dans le contexte actuel – et de vieillissement accéléré de la population. À ceci s'ajoute le problème que le SPD, dont bon nombre d'adhérents ainsi que les syndicats s'étaient opposés aux réformes, a lui-même pris ses distances par rapport à elles, une position mal comprise par ceux qui étaient convaincus de la nécessité de réformer le marché de l'emploi. En raison de cette position ambiguë, également

1 Lorsque le chancelier social-démocrate de l'époque, Gerhard Schröder, a voulu se faire réélire en 2002, le chômage était si élevé, plus de 5 millions de sans-emploi, qu'il a cru devoir agir énergiquement et sans tarder s'il voulait avoir une chance de conserver le pouvoir. Les lois Hartz votées en 2002 constituaient une incitation puissante pour les chômeurs à reprendre un emploi, car elles conduisaient à un abaissement très important des allocations chômage ainsi qu'à un durcissement considérable des conditions d'obtention de celles-ci. (Pour plus de détails, voir Brigitte LESTRADE, « Les réformes sociales en Allemagne: l'agenda 2010 du Chancelier Schröder », *Note du Cerfa n° 9*, IFRI, février 2004.)

perceptible dans le domaine de la réforme des retraites⁽²⁾, le SPD a perdu sur les deux tableaux. C'est pourquoi les mesures prises depuis pour revenir partiellement sur les réformes conduites par les sociaux-démocrates, qui allaient trop loin pour certains et pas assez pour les autres, ne leur ont pas permis de regagner en 2009 le terrain perdu. La déception de la plupart des électeurs sociaux-démocrates était si profonde que la gauche ne s'en est pas encore remise aujourd'hui.

En dehors de ce problème initial, qui a pesé lourd aux yeux des électeurs, les sociaux-démocrates devaient faire face à un certain nombre de difficultés, assez surprenantes pour un parti qui vient de fêter ses 150 ans d'existence, mais qu'il n'a pas su résoudre dans le cadre de l'économie sociale de marché instaurée dans le contexte de la création de la République fédérale. Contrairement à la CDU, le SPD n'est pas considéré comme compétent dans le domaine clé de l'économie. C'est pourquoi on estime qu'il s'intéresse moins aux nouvelles technologies et aux entreprises qui composent le fameux *Mittelstand*, base de la réussite industrielle de l'Allemagne. Il semble disposer de moins de personnel compétent pour défendre des positions économiques, à moins que les représentants de l'aile économique ne parviennent pas à s'imposer au sein du parti, comme le soupçonnent certains⁽³⁾. De plus, les sociaux-démocrates, qui mettent l'accent sur les compétences sociales, semblent avoir des problèmes avec leur personnel dirigeant. Non contents de changer de président à un rythme élevé – neuf changements depuis le départ de Willy Brandt –, ils offrent à l'opinion publique une image de manque de cohésion, voire d'absence de crédibilité. Pour 2009, le parti n'avait pas non plus de partenaire de coalition en perspective. Les sondages indiquant clairement que le SPD et les Verts ensemble n'auraient pas de majorité, les sociaux-démocrates pariaient sur une coalition possible avec les libéraux, une constellation qui paraissait peu convaincante aux yeux des électeurs. L'élection de 2009 a été décidée au centre du spectre électoral, mais le vote des électeurs, qui, globalement, ne souhaitaient pas une reconduction de la grande coalition, s'est porté sur les chrétiens-démocrates, jugés plus compétents et plus fiables que les sociaux-démocrates. Cette claque électorale, qui a laissé le SPD exsangue, ne pouvait pas rester sans conséquence sur le travail d'opposition du SPD.

La politique du SPD pendant la dernière mandature : opposition ou co-gouvernement ?

Lors du congrès du SPD à l'automne 2009, les sociaux-démocrates ont affirmé dans leur déclaration de clôture qu'ils mèneraient un travail d'opposition déterminé au gouvernement CDU/FDP afin de proposer une alternative crédible et réaliste. Force est de constater qu'ils n'y sont pas parvenus. Or, les débuts étaient prometteurs, car le nouveau gouvernement leur rendait le travail d'opposition facile, la CDU et les libéraux se faisant la guerre en interne autour des mesures des uns, telles que la baisse des impôts pour les hôteliers et les restaurateurs, ou des propos des autres portant sur la « décadence de la Rome antique » concernant le comportement de certains chômeurs.

2 Pour adoucir la perception de la réforme des retraites, à laquelle la majorité de la population allemande reste opposée, le SPD, dans son programme électoral, envisageait sa mise en place seulement si la moitié des salariés de plus de 60 ans sont encore en activité, plus précisément, si les entreprises permettent aux seniors de rester en activité.

3 Voir Peer STEINBRÜCK, *Unterm Strich*, Munich, Deutscher Taschenbuch Verlag, 2011.

Mais les sociaux-démocrates ne se contentaient pas de regarder la coalition gouvernementale se déchirer, ils revenaient peu à peu à leurs valeurs traditionnelles liées à la justice sociale. Sans revenir expressément sur les décisions prises par le gouvernement Schröder dans son « Agenda 2010 », ils prenaient prudemment leurs distances et formulaient des propositions s'adressant clairement à leur électorat traditionnel, telles que la réintroduction de l'impôt sur le patrimoine et la création d'une tranche plus élevée de l'impôt sur le revenu. Les résultats ne se faisaient pas attendre. Au mois d'août 2010, le SPD, avec 31 % dans les sondages, selon *ARD-DeutschlandTrend*, faisait jeu égal avec la CDU. Trois mois auparavant, au mois de mai, il avait remporté une victoire d'étape importante, en gagnant les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie, le *Land* le plus peuplé d'Allemagne, ce qui lui a permis d'y former un gouvernement rouge/vert pour remplacer la coalition noire/jaune précédente.

Deux événements extérieurs à la sphère d'influence des sociaux-démocrates ont contribué à leur recul dans la sympathie des électeurs. Le premier porte sur l'énergie nucléaire où le gouvernement Schröder avait fait voter la suppression programmée du recours au nucléaire, une politique violemment combattue par la droite. Revenu au pouvoir, le gouvernement Merkel y a mis fin à l'automne 2010, cette fois sous les huées de la gauche. Mais la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon au mois de mars 2011 a conduit le gouvernement Merkel à effectuer un virage de 180 degrés, l'amenant à épouser la politique de sortie du nucléaire des sociaux-démocrates autrefois honnie, les privant par là d'une thématique qui leur était chère et qui leur avait permis de se profiler auprès de leur électorat et au-delà. Le deuxième élément qui a contribué à leur déclin s'inscrit dans une logique analogue de confusion entre une politique de droite et une de gauche. La crise économique et financière qui a secoué l'Europe depuis des années les a contraints à participer à la politique du gouvernement. S'ils ont fait part de leurs critiques vis-à-vis des mesures prises en matière de sauvetage de l'euro et d'aide aux pays européens durement frappés par la crise, ils ont toujours fini par voter avec les partis du gouvernement au *Bundestag*, brouillant du coup les messages dont ils étaient porteurs. Les électeurs pouvaient se demander à juste titre ce qui distinguait encore les deux grands partis, d'autant plus que les positions prises par le gouvernement Merkel se rapprochaient de plus en plus de celles du SPD, que ce soit en matière de politique nucléaire, de salaire minimum ou de service militaire. En gauchissant sa politique, le gouvernement a déstabilisé l'opposition.

Pendant toute cette période, les sociaux-démocrates se sont gardés de désigner le candidat qui affronterait la Chancelière en 2013, diminuant du coup les chances de la personne choisie de se profiler à temps et de gagner en stature. Entre les trois prétendants, le président du parti Sigmar Gabriel, le président du groupe parlementaire Frank-Walter Steinmeier et l'ancien ministre des Finances Peer Steinbrück, le SPD gardait un mutisme total, en dépit des supputations continues des médias. Mais, au mois d'octobre 2012, suite à l'annonce faite par Steinmeier de ne pas vouloir se présenter, le SPD fut contraint de se déclarer, de façon précipitée, en faveur de Steinbrück qui, à l'opposé d'Angela Merkel avec ses propos lénifiants, apparaît comme un homme politique qui ne mâche pas ses mots et risque de heurter son électorat.

Si le contexte extérieur et le virage à gauche du gouvernement n'ont pas permis aux sociaux-démocrates de regagner en profil depuis les élections catastrophiques de

2009, certains problèmes sont aussi dus au manque d'affirmation de l'originalité de leur politique. Ils ont bien des idées en matière de politique sociale et économique qui leur sont propres, comme le montre d'ailleurs leur programme électoral, mais elles sont mal perçues par le public. De plus, le gouvernement, après les cafouillages du début, n'a plus guère commis d'erreurs que le SPD était susceptible d'exploiter à son profit. La campagne électorale devait lui permettre de refaire son retard, mais, pour de nombreuses raisons, cette attente ne s'est guère réalisée, peut-être aussi parce que l'électorat allemand ne se dresse pas facilement contre le gouvernement en place, surtout si la situation économique paraît satisfaisante.

Le SPD dans la campagne électorale

À l'automne 1998, le SPD, avec Gerhard Schröder comme candidat à la chancellerie et Oskar Lafontaine comme président du parti, est parvenu à obtenir le meilleur résultat électoral depuis longtemps, en engrangeant 41 % des voix. Il est vrai que la campagne électorale, la « Kampa », s'appuyait sur des méthodes éprouvées en provenance des États-Unis. De plus, le parti pouvait compter sur le professionnalisme de Franz Müntefering, le président du parti, qui, avec l'autorité qui est la sienne, savait faire la synthèse de positions souvent contradictoires, parvenant à présenter le SPD comme le parti qui alliait justice sociale et innovation, tradition et modernité. Il est vrai que la situation de l'époque était radicalement différente de ce qu'elle est quinze ans plus tard. En 1998, les Allemands aspiraient à la fin du long règne du chancelier de l'époque, Helmut Kohl, qui, après seize années passées à la tête de l'État, donnait l'image d'un homme politique vieilli et usé, sans idées nouvelles, comparé à Gerhard Schröder qui, par contraste, apparaissait tonique et entreprenant. Si le SPD est actuellement en mauvaise posture, cela tient non seulement au fait que l'image d'Angela Merkel n'est pas entamée après huit ans à la chancellerie – avant les élections, tous les sondages la donnaient largement devant son challenger Peer Steinbrück –, mais aussi et surtout aux nombreuses erreurs commises pendant la campagne électorale, notamment la plus importante, à savoir le grand écart entre un programme de gouvernement clairement marqué à gauche, alors que le candidat à la chancellerie, que le SPD s'est donné, se situe à l'aile droite du parti et tire son prestige auprès du public de ses grands talents de financier. Le programme du SPD, qui s'est gauchisé au fur et mesure de son élaboration, s'adressait essentiellement à un public modeste, en formulant de nombreuses propositions qui s'inscrivent dans son souci général de justice sociale. L'économie était peu présente, mais on peut noter une certaine convergence avec le projet du parti des Verts, avec lequel ils envisageaient de former une coalition en cas de victoire.

Le programme électoral du SPD

Le SPD a voté son programme électoral à l'unanimité lors de son congrès d'Augsbourg le 14 avril 2013, bien avant celui des chrétiens-démocrates. Fort de 118 pages, il décline en 11 chapitres son projet de gouvernement, en évoquant l'ensemble des thématiques susceptibles d'intéresser non seulement son électorat, mais au-delà de ceux qui lui sont acquis, toutes les personnes qui se sont détournées du SPD en choisissant un autre parti ou l'abstention lors des élections de 2009. Intitulé « C'est nous qui décidons » (« Das Wir entscheidet »), il présente ses visions en matière d'économie,

notamment dans le domaine des marchés financiers, ainsi que dans celui de l'impôt, de l'énergie et de l'environnement. Les questions sociales sont également très présentes. Le projet aborde le marché de l'emploi, l'éducation et la formation, mais aussi de nombreux aspects touchant à la famille, comme les loyers, les assurances et la santé. Les rédacteurs du projet n'ont pas hésité à prendre clairement position dans un certain nombre de questions controversées, telles que l'allocation de garde d'enfant (*Betreuungsgeld*) et l'âge de départ à la retraite.

Le programme électoral du SPD n'a pas été élaboré en vase clos par les responsables du parti. Dès 2012, le SPD a lancé une vaste offensive afin de recueillir l'opinion des citoyens sur ce qu'il convenait d'améliorer dans leur vie à eux et dans celle du pays. Plus de 40 000 propositions ont été soumises dans le cadre de cette « interrogation citoyenne » (*Bürgerbefragung*) touchant des sujets tels que la protection contre la pauvreté des personnes âgées, l'amélioration de la formation universitaire, l'obtention de salaires décents, mais aussi les marchés financiers et la globalisation. Après avoir opéré un choix parmi les propositions avancées, les responsables du parti social-démocrate ont invité plus de 300 personnes, dont à peine la moitié sont membres du parti, à une « convention citoyenne » à Berlin pour en débattre et pour les confronter aux projets du parti. *In fine*, onze idées ont été sélectionnées et intégrées au programme électoral. Dans sa version finale, le parti a pris soin de les faire ressortir clairement. Les idées principales étaient les suivantes :

Économie

Le SPD souhaite réguler les marchés financiers par le biais d'une taxe sur les transactions financières, d'exigences accrues concernant les capitaux propres des banques et une séparation nette entre banques d'affaires et banques d'investissement ; de plus, les instituts financiers sont invités à créer eux-mêmes des réserves (*Rettungsschirm*) pour éviter que ce soit l'État qui casque en cas de coup dur. La spéculation sur les denrées alimentaires et les matières premières sera interdite. Les impôts seront augmentés, notamment par la réintroduction d'un impôt sur le patrimoine et l'accroissement de l'imposition de la dernière tranche de l'impôt sur le revenu qui sera portée à 49 % au lieu de 42 % actuellement pour un revenu dépassant 100 000 € par an pour un célibataire (200 000 € pour un couple marié). Le SPD affirme néanmoins vouloir prendre en compte la situation particulière des PME allemandes et de la couche moyenne de la population pour qu'elles ne soient pas lésées. Les ressources financières supplémentaires seront utilisées exclusivement au désendettement de l'État ainsi qu'aux investissements dans l'éducation et la formation et les infrastructures. Le tournant énergétique, qui a fait couler beaucoup d'encre pendant la dernière mandature, est une autre préoccupation du SPD qui souhaite créer un ministère de l'Énergie qui le prendrait en charge, afin de veiller à ce que les coûts ne dérapent pas et ne constituent pas un poids insupportable pour l'industrie et les ménages.

Travail, logements et famille

Si on peut considérer que le plein emploi est pratiquement atteint en Allemagne, le SPD souhaite que le travail effectué par les salariés soit un travail de qualité. C'est pourquoi il vise à renforcer le système des conventions collectives afin d'assurer que les salariés, contrairement à ce qui s'est passé ces dernières années, aient leur juste

part du succès économique, ce qui renforcera en outre la demande intérieure. Une des propositions emblématiques des sociaux-démocrates dans ce domaine est l'introduction d'un salaire minimum au niveau national, absent jusqu'à présent, qui serait fixé à 8,50 € de l'heure ouvrée⁽⁴⁾. Les intérimaires devront être rémunérés au même niveau que les salariés permanents, et le cadre réglementaire des contrats d'ouvrage sera renforcé afin d'éviter le montage de pseudo-contrats. En outre, ils envisagent d'accroître la sécurisation des emplois à temps très partiel (minijobs). Afin de freiner la hausse des loyers, un souci grandissant des Allemands dans un certain nombre de villes, le SPD souhaite limiter l'accroissement des loyers à 10 % par rapport à des loyers locaux comparables lors de nouvelles locations. Pour les contrats de locations existants, la hausse des loyers serait limitée à 15 % sur quatre ans. Les sociaux-démocrates souhaitent lancer un programme ambitieux de construction de logements sociaux, un volet social que l'Allemagne ne connaît guère, afin de diminuer la pression sur les loyers du parc existant.

En matière de politique familiale, le SPD prend le contre-pied des mesures introduites par la coalition actuelle : l'allocation de garde d'enfant que le gouvernement a introduite sous la pression de la CSU bavaroise et qui a pris effet au 1^{er} août 2013 sera abrogée. L'argent ainsi économisé sera en totalité consacré à l'accroissement des dispositifs d'accueil de la petite enfance que le SPD souhaite rendre gratuits à terme⁽⁵⁾. Soucieux des familles aux revenus moyens ou modestes, les sociaux-démocrates souhaitent restructurer les allocations familiales afin d'éviter que la présence d'enfants ne les jette dans la pauvreté. Pour les familles disposant d'un revenu inférieur à 3 000 € par mois, ils prévoient de rajouter un supplément de 140 € qui s'ajoute à l'allocation familiale de 184 € par enfant. Ils souhaitent en outre favoriser le partage du travail professionnel pour les parents, de sorte qu'ils puissent tous les deux travailler à mi-temps, sans que cette décision ne nuise à leur carrière ; de surcroît, le droit au retour à un emploi à temps plein serait garanti. En matière d'impôt sur le revenu, le système actuel de quotient conjugal qui favorise le maintien des couples aux revenus très inégaux – l'époux gagnant beaucoup et l'épouse peu dans la plupart des cas – serait aboli au profit d'une imposition individuelle égalitaire. Ce système, qui risque de bousculer bon nombre de couples traditionnels, ne s'appliquerait toutefois pas à ceux dont le plan de vie s'inscrit dans le système ancien. Si le gouvernement actuel, sous l'injonction de la Cour constitutionnelle, a supprimé la discrimination fiscale des couples homosexuels, les sociaux-démocrates, en cas de victoire électorale, souhaitent leur accorder aussi l'égalité en matière de droit à l'adoption.

4 Actuellement, l'Allemagne connaît une douzaine de SMIC catégoriels, dont le niveau est négocié entre les partenaires sociaux et non pas fixé par le gouvernement, dans des branches telles que le bâtiment et le nettoyage, p. ex. Le montant de 8,50 € (en France : 9,43 € en 2013) désigne le salaire brut.

5 L'urgence dans ce domaine est réelle. L'Allemagne est très loin d'avoir suffisamment de crèches ou d'écoles maternelles pour accueillir tous les enfants dont les parents souhaitent ce mode de garde. En outre, le gouvernement a introduit un droit à une place en maternelle pour tous les enfants à partir de trois ans dès le 1^{er} août 2013, ce qui accroît la pression sur les pouvoirs publics. Toutefois, l'allocation de garde d'enfant trouve si peu de preneurs que l'argent économisé ne pourra pas faire de différence au niveau du nombre de places en maternelle.

Santé et accompagnement de l'invalidité

En matière d'assurance maladie, les sociaux-démocrates envisagent de mettre fin au système à deux classes actuel⁽⁶⁾, pour le remplacer par une « assurance citoyenne » (*Bürgerversicherung*) qui permettrait l'égal accès de tous aux progrès médicaux. Elle se substituerait aux actuelles assurance maladie et assurance invalidité. Toutes les caisses d'assurance maladie, les légales comme les privées, devront offrir l'accès au nouveau système, qui devra à terme conduire à la suppression de la séparation entre les caisses légales et les caisses privées. Tous, indépendamment de leur statut professionnel, de l'âge, du sexe et de l'état de santé, y auraient accès. Le financement du nouveau système changerait peu par rapport à l'existant, sauf que l'employeur financerait à nouveau la moitié des cotisations, et non pas moins comme dans le système actuel, et qu'il ne serait pas assis sur les seuls apports du travail, mais bénéficierait également de financements fiscaux. L'introduction de l'assurance citoyenne s'accompagnerait de l'unification du système de rémunération qui serait la même pour les soins dispensés à tous les assurés. De plus, le programme des sociaux-démocrates prévoit une meilleure répartition régionale de l'offre médicale et une plus grande prise en considération du vieillissement de la population. Pour les personnes âgées qui ont perdu leur autonomie, le SPD souhaite faciliter le maintien à leur domicile en travaillant sur trois volets : l'amélioration de l'offre de soin locale, l'ajustement précis des prestations de l'assurance invalidité aux besoins et un meilleur soutien des aidants familiaux. S'y ajoute la nécessité de mieux reconnaître et rémunérer les aidants professionnels.

Les retraites

Le projet des sociaux-démocrates pour la retraite porte sur un passage plus flexible de la vie active à la retraite, l'amélioration de la pension d'invalidité, la stabilisation du niveau des retraites ainsi qu'une retraite minimum vieillesse. Pour ce faire, ils prévoient l'accès à la retraite à 63 ans sans décote après 45 années de cotisation, l'extension de la retraite à temps partiel dès 60 ans, la suppression de la décote pour les retraites anticipées pour des raisons de santé et la possibilité de verser plus facilement des cotisations supplémentaires aux caisses retraite afin de flexibiliser la date de départ à la retraite. Le passage à la retraite à 67 ans, acté sous le gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder et maintenu par la coalition de droite qui a suivi, ne doit pas conduire à une diminution du montant des retraites. C'est pourquoi il ne peut s'effectuer qu'au moment où au moins la moitié des salariés âgés de 60 à 64 ans occupent un emploi assujéti aux assurances sociales leur permettant de

6 Actuellement, l'assurance maladie est composée de deux branches, l'assurance légale et l'assurance privée. La première, qui concerne environ 90 % de la population, est financée par l'employeur et le salarié. Les membres de la famille qui ne travaillent pas bénéficient de la couverture maladie sans cotisation supplémentaire. L'assurance maladie privée n'est accessible qu'à partir d'un certain revenu mensuel assez élevé. Les cotisations sont individuelles et nettement plus élevées que pour la branche légale. Si l'assurance privée attire néanmoins les clients, c'est en raison de la qualité supposée meilleure des soins et l'absence d'attente pour obtenir un RV chez le médecin, dont les prestations sont payées nettement plus chères que pour les assurés du système légal. Les sociaux-démocrates, notamment par la voix de Karl Lauterbach, leur spécialiste en matière de santé, se sont toujours dressés contre ce système à deux classes qu'ils considèrent comme injuste et indigne d'une démocratie.

continuer à accumuler des droits à la retraite. Les sociaux-démocrates s'intéressent également aux catégories bénéficiant peu ou mal du système de retraite actuel. Ainsi, ils souhaitent intégrer les travailleurs indépendants à l'assurance retraite légale, un premier pas à leurs yeux sur la voie d'une transformation de l'assurance retraite en une assurance des actifs. De plus, ils souhaitent introduire une retraite solidaire pour tous ceux qui ont travaillé dans le secteur des bas salaires ou qui présentent des carrières brisées pour des raisons familiales. Cette retraite solidaire ne devrait pas être inférieure à 850 € par mois. Si la retraite solidaire était financée par la collectivité, les autres projets d'amélioration seraient couverts par une augmentation des cotisations aux caisses retraite.

Les différences principales entre les projets du SPD et ceux de la CDU

Soucieux de se démarquer des chrétiens-démocrates au pouvoir, mais aussi de corriger certains aspects des réformes entreprises dans le cadre de l'agenda 2010 du gouvernement Schröder qui avaient troublé, voire choqué leur électorat traditionnel, les sociaux-démocrates mettent dans leur programme l'accent sur ce qu'ils considèrent comme la justice sociale en proposant une série de mesures qui favorisent les couches sociales faibles à moyennes au détriment des hauts revenus ou considérés comme tels. Soucieux de protéger les salariés travaillant dans le secteur des bas salaires, ils proposent par conséquent l'introduction d'un salaire minimum national, alors que les chrétiens-démocrates préfèrent laisser ce soin aux partenaires sociaux. En matière de politique familiale, ils prennent également le contre-pied du gouvernement, en mettant l'accent sur une refonte des allocations familiales en faveur des familles modestes accompagnée d'un effort d'investissement important concernant les dispositifs d'accueil de la petite enfance, la CDU préférant de son côté conserver l'allocation de garde d'enfant pour les familles qui n'envoient pas leurs enfants à la crèche ou à l'école maternelle. Cette opposition entre l'accent mis sur le public pour le SPD ou le privé pour la coalition CDU/CSU/FDP se retrouve également en matière de formation et de système de retraite, ce dernier point étant également conçu dans le programme des sociaux-démocrates de manière à réconcilier leurs électeurs avec les réformes entreprises précédemment.

À côté de la politique de redistribution davantage favorisée par le SPD, on note aussi des différences importantes concernant les aspects sociétaux. Si la Cour constitutionnelle a obligé le gouvernement actuel à procéder au traitement fiscal égal des couples homosexuels, celui-ci n'envisage pas de leur accorder des droits égaux en matière d'adoption, alors que les deux projets figuraient d'emblée dans le programme des sociaux-démocrates. Ils défendent aussi davantage l'égalité entre hommes et femmes en prévoyant que 40 % des postes dans les conseils de surveillance et les directoires des grandes entreprises soient réservés aux femmes, alors que la CDU mise davantage sur l'action volontaire de celles-ci. En gardant en mémoire les projets des sociaux-démocrates dans le domaine économique et financier, on constate que leur programme s'appuie essentiellement sur les transferts sociaux et la réglementation, ce que leurs adversaires politiques soulignent volontiers. Cette attitude n'a toutefois pas empêché la coalition au pouvoir de se servir généreusement aux idées et propositions de la gauche, afin de démobiliser son électorat. Ainsi, le programme électoral des sociaux-démocrates se heurte à deux écueils : d'une part, il ne convainc qu'une partie de l'électorat et il s'est fait piller une partie de ses

idées consensuelles par la coalition gouvernementale⁽⁷⁾, d'autre part, Peer Steinbrück, le challenger d'Angela Merkel, ne fait pas le poids auprès d'elle.

Les difficultés du candidat à la chancellerie

Pour les sociaux-démocrates, le choix du candidat n'allait pas de soi. Pendant toute la dernière mandature, le parti était dirigé par une « troïka », où trois personnalités se partageaient le pouvoir à égalité, du moins dans l'esprit du public. Frank-Walter Steinmeier, malheureux candidat à la chancellerie en 2009, assurait la présidence du groupe parlementaire, Sigmar Gabriel était à la tête du parti, et Peer Steinbrück, sans avoir de mandat officiel, mis à part celui de député, bénéficiait de son aura d'ancien ministre des Finances à succès du gouvernement de la grande coalition 2005-2009, où il a notamment été perçu dans l'opinion comme celui qui avait bien géré les débuts de la crise économique et financière. Tous savaient que le candidat qui affronterait Angela Merkel en 2013 serait un des trois, mais pendant longtemps, ils ont laissé planer l'incertitude sur celui qui serait choisi ou qui se dévouerait. En septembre 2012 finalement, Frank-Walter Steinmeier a fait savoir qu'il n'était pas intéressé par la candidature, ce qui a détruit l'équilibre au sein de la troïka et forcé les deux autres à se positionner⁽⁸⁾. En vérité, le constat s'impose qu'aucun des trois prétendants n'était le candidat idéal. Frank-Walter Steinmeier, le premier à renoncer, ne souhaitait sans doute pas renouveler l'expérience de 2009, où le SPD a obtenu un des plus mauvais scores de son histoire. De plus, il était de santé fragile, au moins de façon passagère, ayant donné un rein à son épouse malade⁽⁹⁾. Sigmar Gabriel, le plus jeune des trois, aurait probablement aimé se porter candidat, mais il était trop bas dans les sondages pour avoir la moindre chance contre la chancelière en place. Restait Peer Steinbrück. Peut-on vraiment affirmer qu'il éprouvait l'envie d'y aller, lui qui, depuis son semi-retrait de la vie publique, menait une vie agréable entre félicité domestique et conférences publiques confortablement rémunérées ? Toujours est-il que ni sa motivation ni son caractère entier ne le prédisposent à ce type d'exercice.

Peu diplomate, il ne semblait pas se rendre compte de l'effet produit par les propos tenus en tant que candidat de son parti, donc de son porte-parole principal. Les sommes engrangées pour ses conférences ont déjà indisposé l'opinion publique, mais il a, de surcroît, cru nécessaire d'estimer – et d'affirmer publiquement – que le chancelier allemand n'était pas assez bien payé. Lors des élections nationales en Italie ce printemps, il a traité les deux hommes politiques Berlusconi et Beppo de « clowns »⁽¹⁰⁾,

7 On peut évoquer à ce sujet le « frein aux loyers », le salaire minimum, même si c'est sous une forme différente, ainsi que le tournant énergétique, tous des domaines où les chrétiens-démocrates se sont inspirés des idées de leurs adversaires politiques.

8 D'après la presse (*Der Spiegel*, n° 18, 2013), Frank-Walter Steinmeier aurait déclaré à des journalistes qu'il se retirait de la course à la candidature, sans en avertir au préalable le président du parti Sigmar Gabriel, ce qui l'aurait mis dans une colère noire.

9 Ce geste a été apprécié par l'opinion publique, mais sa remontée subséquente dans les sondages n'aurait sans doute pas suffi à garantir le succès dans les urnes.

10 Peer Steinbrück a commenté l'issue des élections italiennes par ces mots : « Jusqu'à un certain degré, je suis horrifié que deux clowns aient gagné. » Le président italien Giorgio Napolitano a du coup annulé le dîner prévu avec lui, et les responsables politiques du SPD s'inquiétaient de la répercussion de cette forme « d'arrogance germanique » sur les relations avec les pays d'Europe du Sud auprès desquels ils souhaitaient se présenter comme alternative à la politique d'austérité du gouvernement.

appellation qui convient à la presse de boulevard, mais résonne mal dans la bouche d'un éventuel futur chef d'État. Les problèmes de sensibilité face à des formulations maladroites mis à part, la principale difficulté du candidat résidait probablement dans le hiatus entre ses convictions personnelles, plutôt modérées, et les orientations du parti, nettement plus à gauche.

À ces difficultés liées à la personnalité du candidat s'ajoutait l'absence d'entente entre le trio de tête. Les conflits récurrents entre Steinbrück, Gabriel et Steinmeier brouillaient les messages que les sociaux-démocrates souhaitaient faire passer aux électeurs et ont conduit à la paralysie. En raison de certaines de ses prises de position, le SPD ne souhaitait pas trop mettre Steinbrück en avant. Partageant un certain nombre de convictions avec les chrétiens-démocrates, notamment en ce qui concerne la politique européenne, il n'était pas assez agressif aux yeux de son parti. C'est pourquoi le SPD a préféré mener une campagne d'idées plutôt que de personnes. Si, aux yeux de la plupart des électeurs, il a gagné en stature lors du seul débat télévisé qui l'a opposé à Angela Merkel le 1^{er} septembre, ce n'était pas suffisant pour refaire son retard.

Des thèmes de campagne peu porteurs

Si la phase chaude de la campagne électorale a débuté au mois d'août, quelques semaines seulement avant la date des élections, on peut estimer qu'elle a en fait démarré avec les élections en Basse-Saxe le 20 janvier de la même année, où les sociaux-démocrates l'ont emporté contre toute attente⁽¹¹⁾. Ce renversement de situation, au-delà de l'effet régional, a rebattu les cartes aussi sur le plan national, car il a donné la majorité des voix, 36 sur 66, aux partis de gauche, SPD et Verts au sein du *Bundesrat*, la Chambre haute du Parlement, où sont représentés les seize *Länder*⁽¹²⁾. Mis à part l'effet de rabetage sur les petits partis – le parti d'extrême gauche *Die Linke* ainsi que celui des Pirates n'ayant pas réussi à dépasser le seuil des 5 % nécessaire pour entrer au Parlement – ce résultat a conduit à un recentrage de l'électorat sur les grands partis populaires, la CDU et le SPD. Les chrétiens-démocrates, échaudés par le transfert des voix qui s'est opéré en Basse-Saxe, ont pris leurs distances par rapport aux libéraux, et les sociaux-démocrates se sont mis à espérer que les élections fédérales puissent conduire à un résultat aussi miraculeux qu'en Basse-Saxe.

Les affaires extérieures se sont aussi invitées dans la campagne électorale, fournissant des munitions aux sociaux-démocrates pour attaquer le gouvernement. Les révélations contenues dans les dossiers rendus publics par Edward Snowden montrent

11 Les élections en Basse-Saxe opposaient les chrétiens-démocrates alliés aux libéraux qui formaient le gouvernement sortant sous David McAllister, son populaire ministre-président, aux sociaux-démocrates et aux Verts. La CDU était en tête dans les sondages, mais en raison de la faiblesse des libéraux qui risquaient d'être éjectés du Parlement régional, les chrétiens-démocrates ont décidé, pour des raisons tactiques, de « prêter » leur voix au FDP, afin de lui permettre de rester au Parlement et de former la même coalition gouvernementale que précédemment. Le calcul s'est révélé payant : les libéraux ont obtenu 8 % des voix, contre 4 % dans les sondages, mais ce uniquement au détriment de la CDU, qui a perdu 100 000 voix dans l'affaire – et la majorité. Le SPD et les Verts réunis ont obtenu 69 sièges contre 68 à la droite.

12 Actuellement, sur les 16 *Länder*, 6 sont dirigés par une coalition emmenée par la CDU, 9 par une coalition dirigée par le SPD, auquel s'ajoute le Bade-Wurtemberg, seul *Land* conduit par une coalition où ce sont les Verts qui ont la majorité.

à quel point l'Allemagne faisait l'objet de surveillance par les Américains, bien plus que tout autre pays européen. La question était de savoir jusqu'à quel point le gouvernement était au courant, voire a accepté la coopération entre les services de renseignement allemand (*Bundesnachrichtendienst*, BND) et américain (*National Security Agency*, NSA). L'opposition a bien tenté d'exploiter ce sujet à son profit, accusant le gouvernement d'avoir participé à l'espionnage de ses concitoyens, mais la Chancelière a habilement déjoué les attaques en agissant sur plusieurs points : elle a fait savoir que des négociations sur un accord « no spy » avec les Américains, excluant tout espionnage entre les deux pays, allaient être entamées incessamment ; de plus, elle a retourné les reproches des sociaux-démocrates en faisant suggérer que le premier accord signé entre le BND et la NSA datait de 2002, époque où Gerhard Schröder, SPD, était aux affaires, et elle s'est servie des attaques du SPD pour l'accuser d'anti-américanisme, alors que ce dernier lui reprochait d'avoir envenimé les relations avec la Russie de Vladimir Poutine. Si la CDU et le SPD se sont neutralisés mutuellement sur ce sujet, il faut bien reconnaître qu'il n'est pas de nature à passionner les électeurs, qui, habitués des réseaux sociaux, ne se sentent dans l'ensemble guère menacés par cette intrusion dans leur vie privée.

Si seulement une petite minorité des Allemands a accordé de l'importance à ces affaires d'espionnage avant les élections, il faut reconnaître qu'aucun sujet évoqué pendant cette campagne ne semblait réellement faire des vagues : le tournant écologique, un souci majeur pour la plupart des foyers en raison du coût croissant de l'électricité, ne s'est guère invité dans le débat, pas plus que l'allocation de garde d'enfant proposée par les Bavarois et longuement débattue dans les médias. Même la crise grecque, qui a resurgi à un mois des élections à propos de la proposition de Wolfgang Schäuble, ministre des Finances du gouvernement Merkel, d'accorder un troisième plan d'aide à la Grèce, n'a pas fait bouger les lignes, car Angela Merkel avait beau jeu de souligner que l'entrée de la Grèce, effectuée sous la mandature de son prédécesseur social-démocrate Gerhard Schröder, avait été « une erreur fondamentale ». La crise européenne n'est pas un sujet de distinction entre sociaux-démocrates et conservateurs, la gauche ayant voté tous les textes sur l'Europe que le gouvernement a présentés au *Bundestag*. Le clivage entre droite et gauche étant beaucoup moins net qu'en France, les repères entre les deux grands partis sont brouillés, d'autant plus que le gouvernement de droite pratique une politique considérée comme étant au centre, choisissant de préférence des thèmes auxquels la population adhère.

Interrogées sur ce qui compte vraiment pour elles lors du vote du mois de septembre, plus de la moitié des personnes interrogées lors des nombreux sondages qui se sont succédés citent « les conditions de travail et des salaires équitables » ou « un bon niveau de retraite ». En fait, elles souhaitent majoritairement ce que les sociaux-démocrates ont mis au cœur de leur programme électoral. Or, en dépit de l'accent mis sur ces thématiques sociales, les Allemands donnent la préférence aux chrétiens-démocrates pour implémenter cette politique. Avant les élections, tous les sondages l'ont confirmé : la CDU serait choisie par environ 40 % des électeurs, alors que les sociaux-démocrates devaient se contenter de 25 % environ. Si l'élection du chancelier ou de la chancelière se déroulait au suffrage direct, l'écart serait encore plus important, Angela Merkel étant plus appréciée encore que son parti, alors que Peer Steinbrück traînait derrière

le score du SPD⁽¹³⁾. À ces problèmes de personnes se sont ajoutés, comme en 2009, des perspectives de coalition peu crédibles.

Ce que veulent les électeurs : la grande coalition

La situation avant les élections a semblé peu claire. Les sociaux-démocrates incarnent les idéaux de justice sociale auxquelles adhère la majorité des électeurs, mais les chances de pouvoir les réaliser paraissaient minces. Ils auraient aimé, le cas échéant, former un gouvernement avec les Verts, mais leurs scores réunis n'atteignent même pas 40 % dans les sondages, moins que celui de la CDU à elle toute seule. Ils pourraient, éventuellement, ouvrir la coalition à *Die Linke*, une possibilité suggérée par Gregor Gysi, un de ses dirigeants. Avec 8 % des intentions de vote, ces successeurs du parti unifié de l'ancienne RDA seraient susceptibles d'apporter le complément nécessaire pour former un gouvernement de coalition. Or, cette constellation a été exclue par les sociaux-démocrates.

A. Merkel, qui réunit davantage les voix des chrétiens-démocrates sur sa personne que ne le fait P. Steinbrück, ratisse aussi plus large que lui, car elle attire des voix en provenance des camps de gauche, étant considérée comme la meilleure pour gérer les affaires politiques et économiques du pays. Le rebond de 0,7 % du PIB au second trimestre 2013, le deuxième meilleur résultat de la zone euro derrière la Finlande et devant la France, en témoigne et consolide sa considérable avance. Néanmoins, les chrétiens-démocrates savaient qu'ils ne pourraient constituer un gouvernement seuls. Leur souci avant les élections était que la reconduction de la coalition avec les libéraux du FDP était loin d'être acquise. Le FDP était resté depuis des mois dans la zone dangereuse des 5 % d'intentions de vote, proportion nécessaire pour pouvoir siéger au *Bundestag*. Si Angela Merkel professait régulièrement son souhait de voir reconduite la coalition précédente, elle a également fait savoir clairement que la solution du « prêt de voix » expérimentée en Basse-Saxe était hors de question.

Si les libéraux du ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle rataient leur entrée au *Bundestag*, la CDU devait se chercher un autre partenaire de coalition, soit les sociaux-démocrates, soit les Verts⁽¹⁴⁾. Ces derniers ont déjà fait savoir avant les élections qu'ils étaient opposés à une coalition avec la droite, estimant que les programmes politiques étaient incompatibles. Une majorité d'Allemands sont favorables au retour du régime de la « grande coalition », celle qui réunit les deux grands partis populaires, la CDU et le SPD, que le pays a connu entre 2005 et 2009. Avant les élections, les états-majors des deux pays avaient repoussé cette hypothèse avec vigueur. De la part des sociaux-démocrates, cette réticence s'explique, car la grande coalition, qui a été

13 À six semaines des élections, le *ARD-Deutschlandtrend*, un des baromètres politiques de référence en Allemagne, mettait Angela Merkel à 55 % des voix, au cas où les électeurs pourraient la choisir directement au lieu de passer par la case du Parlement, et Peer Steinbrück à 22 %. Après le débat télévisé, où Steinbrück a fait une bonne performance, son score s'est amélioré, tout en restant encore loin de celui d'A. Merkel.

14 Sur le plan arithmétique, une coalition avec *Die Linke* était également envisageable. Mais les différences de conceptions politiques étaient si grandes qu'elles impliquaient un grand écart impossible à réaliser.

bénéfique pour la CDU, a été un désastre pour le SPD. Si Peer Steinbrück a déjà fait savoir qu'il n'était pas disponible comme vice-chancelier en cas de grande coalition avec la CDU, la situation avant les élections n'est pas celle d'après les élections, et tant le SPD que les Verts pouvaient encore changer leur fusil d'épaule.

Conclusion

Les élections fédérales du 23 septembre n'ayant pas apporté de réelle surprise, le vœu de la plupart des Allemands, la constitution d'une grande coalition noir-rouge, à l'instar de celle qui a gouverné l'Allemagne entre 2005 et 2009, s'est réalisé. Les programmes des coalitionnaires étant très éloignés les uns des autres, il n'est pas surprenant que les négociations très laborieuses, entamées le 23 octobre 2013, aient pris du temps. Elles ont été les plus longues de l'histoire politique allemande, puisque, aux négociations à proprement parler, s'est ajoutée la validation de l'accord par la base du SPD. L'approbation éclatante, à 75,96 %, des militants a permis à son président, Sigmar Gabriel, de transformer l'échec de son parti en succès politique et de donner un nouveau souffle à ses partisans. L'attribution de ministères importants au SPD, notamment le ministère de l'Économie et de l'Énergie ainsi que le titre de vice-chancelier à Sigmar Gabriel, le portefeuille des Affaires étrangères à Frank-Walter Steinmeier et celui du Travail à Andrea Nahles attestent du poids des sociaux-démocrates dans le nouveau gouvernement, tant il est vrai que le programme porte indubitablement la marque du SPD.

Avec 41,5 % des voix, comparé à 25,7 % au SPD, les conservateurs ont certes remporté une victoire politique éclatante, leur permettant de dominer le *Bundestag*. Seuls 5 sièges les séparent de la majorité absolue. Mais dans le système parlementaire allemand, le parti dominant est obligé de négocier. L'élimination des libéraux du *Bundestag* et le refus des Verts d'envisager une coalition avec les conservateurs ont obligé la Chancelière à se tourner vers les sociaux-démocrates. Mais, sûre d'un très large soutien populaire, elle pourra poursuivre sa politique du centre, sa « social-démocratisation », comme l'appellent certains, d'autant plus que certains aspects de politique sociale des sociaux-démocrates, telles que le SMIC national, correspondent à ce qu'elle souhaite aussi, même si les voies pour y parvenir divergent.

Pour le SPD, le résultat des élections est décevant, bien que prévisible. Après avoir réussi à faire passer le maximum d'idées de leur programme dans l'accord final, le plus important pour les sociaux-démocrates est de veiller à ce que les succès de la politique menée pendant les quatre ans à venir ne soient pas portés au seul bénéfice de la droite, comme cela a été le cas lors de la grande coalition précédente. Le SPD risquerait de ne pas y survivre.

Éléments bibliographiques

« Europe's reluctant hegemon, special report Germany », *The Economist*, 15.6.2013.

« German politics: Of scissors and biting », *The Economist*, 9.3.2013.

SPD: *Das Wir entscheidet*, Regierungsprogramm 2013-2017.

LAUTERBACH Karl, *Der Zweiklassenstaat. Wie die Privilegierten Deutschland ruinieren*, Berlin, Rowohlt, 2007.

LESTRADE Brigitte, « Entre réussite économique et précarité sociale: l'Allemagne dix ans après les lois Hartz », *Note du CERFA 101a*, IFRI, mai 2013.

LESTRADE Brigitte, « Les réformes sociales en Allemagne : l'agenda 2010 du Chancelier Schröder », *Note du Cerfa n° 9*, IFRI, février 2004.

LUCKE Albrecht von, « 15 Jahre von 150: Die Misere der SPD », *Blätter für deutsche und Internationale Politik*, avril 2013, www.blaetter.de

« Pflicht zur Harmonie », *Der Spiegel*, 18 (2013).

STEINBRÜCK Peer, *Unterm Strich*, Munich, Deutscher Taschenbuch Verlag, 2011.

« The vincible chancellor », *The Economist*, 26.1.2013.

WALTER FRANZ, « Die Not der SPD begann viel früher », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11.12.2009.

Résumé

Avec un quart seulement des voix lors des élections au Bundestag le 22 septembre 2013, les sociaux-démocrates ont à nouveau été incapables de convaincre les électeurs de leur capacité à diriger le pays, et ce en dépit d'une histoire vieille de 150 ans et d'une réputation sans faille. Cette contribution vise à analyser les raisons de cette débâcle du SPD à la lumière de son positionnement pendant les quatre dernières années passées dans l'opposition et de sa campagne électorale. Pour ce faire seront examinés ses prises de position politique, les points forts et les faiblesses de son programme électoral ainsi que les difficultés du candidat social-démocrate à la chancellerie en porte à faux par rapport aux convictions de son parti.

Zusammenfassung

Mit nur einem Viertel der Stimmen bei der letzten Bundestagswahl am 22. September 2013 ist es der SPD erneut misslungen, die Wähler von ihrer Regierungsfähigkeit zu überzeugen, trotz einer 150jährigen Geschichte und eines untadeligen Rufes. Dieser Beitrag analysiert die Gründe dieses Misserfolgs der SPD im Licht seiner Stellungnahmen während der letzten vier Oppositionsjahre und der jetzigen Wahlkampagne. Dazu werden die politischen Einstellungen, die Stärken und Schwächen des Wahlprogramms, sowie die Schwierigkeiten des Kanzlerkandidaten in Bezug auf die Positionierung seiner Partei einer Prüfung unterzogen.